



**Bureau d'information  
et de communication**

Rue de la Barre 2  
1014 Lausanne

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### COMMUNIQUÉ DU GRAND CONSEIL

## Rapport 2012 de la Commission de gestion du Grand Conseil

**Echange des informations interdépartementaux, sécurité lors des manifestations sportives, conditions d'engagement du personnel pénitentiaire, modalité de versement des subsides pour le paiement des loyers figurent parmi les 26 observations émises par la Commission de gestion (COGES) du Grand Conseil, qui publie son rapport sur la gestion 2012 du Conseil d'Etat. Leur but: améliorer les prestations destinées à la population vaudoise.**

La coordination et la transmission d'informations entre les diverses entités de l'Etat attirent régulièrement l'attention de la Commission de gestion. Cette année, ensuite de la réorganisation des départements notamment, la commission souhaite que soit garanti un échange d'informations efficace entre les différents services du Département de l'économie et du sport et du Département de l'intérieur qui oeuvrent aux pôles de développement du canton. La COGES, de concert avec la Commission de haute surveillance du Tribunal cantonal (CHSTC), appelle également de ses vœux une amélioration de la communication entre le Service de protection de la jeunesse et les justices de paix.

La sécurité lors des manifestations sportives fait également l'objet de préoccupations de commission qui, outre des précisions concernant les interdictions de stade, souhaite une meilleure prise en charge des supporters. Dans le domaine pénitentiaire ensuite, nonobstant le problème aigu de surpopulation en milieu carcéral et les événements graves survenus en 2012, la commission pointe des conditions d'engagement inadaptées aux exigences demandées au personnel pénitentiaire. Or l'augmentation de capacité des prisons vaudoises ne pourra se faire qu'avec l'engagement de nouveaux collaborateurs.

En matière d'aide sociale, la commission de gestion sollicite également des informations relatives aux modalités de versement des subsides pour le paiement du loyer. Par ailleurs, les impulsions financières aux petites et moyennes entreprises pour

le développement des places d'accueil de jour des enfants font également l'objet d'une demande de précisions au Conseil d'Etat. Enfin, des questions sont posées sur l'évolution de Statistique Vaud, qui ne bénéficie pas toujours des moyens à la hauteur des missions lui incombant.

Comme de coutume, la Commission de gestion a également choisi un thème transversal à tous les départements. Elle s'est penchée cette année sur les commissions cantonales, consultatives et extraparlimentaires. Qui siège dans ces commissions, comment sont rétribués leurs membres, comment et quand ces commissions sont-elles renouvelées? Autant d'éléments qui seront traités dans un rapport ad hoc à paraître prochainement.

Sur mandat du Bureau du Grand Conseil, la Commission de gestion fera également la lumière sur les motifs des retards des objets parlementaires actuellement en suspens et pour lesquels les délais de réponse sont dépassés.

La Commission de gestion relève le climat de travail constructif pour ce premier et court exercice sur six mois et rappelle que ses observations ont pour but unique l'amélioration du fonctionnement de l'Etat et des prestations fournies à la population vaudoise.

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 24 avril 2013

#### **RENSEIGNEMENTS POUR LA PRESSE UNIQUEMENT**

Valérie Schwaar, présidente de la Commission de gestion, 079 510 15 02

#### **TÉLÉCHARGEMENT(S)**

[Commission de gestion du Gd Conseil - rapport de gestion 2012](#)